



## Le FMI de retour en Argentine : A l'horizon, une crise économique et sociale encore plus aiguë que la crise actuelle»

Par [Eric Toussaint](#) et [Sergio Ferrari](#)

Mondialisation.ca, 18 juin 2018

[CADTM](#) 13 juin 2018

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

1. Le cercle vicieux de la dette illégitime afflige une fois encore le peuple argentin
2. Les 50 milliards de dollars du FMI dépassent le record précédent de la Grèce

Interview d'Eric Toussaint, spécialiste international de la dette, par Sergio Ferrari, de Berne, Suisse

*Après plus d'une décennie de « distanciation » officielle entre l'Argentine et le Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement de Mauricio Macri vient de frapper à nouveau aux portes du gendarme financier de la planète. Le crédit de 50 milliards de dollars accordé par l'organisation au cours de la première semaine de juin constitue un record international et aura un impact direct sur la situation économique et sociale de ce pays d'Amérique du Sud. C'est ce que souligne l'historien et économiste belge Eric Toussaint, spécialiste reconnu dans ce domaine et porte-parole du Comité pour l'Abolition des Dettes Illégitimes (CADTM), basé à Bruxelles. Entretien.*

Q : Pourquoi le gouvernement argentin s'est-il tourné vers le FMI, sachant ce que les relations avec cette organisation internationale ont signifié pour l'Argentine à la fin des années 1990 et leurs conséquences politiques désastreuses ? Peut-on imaginer un certain désespoir de la part des dirigeants économiques de l'équipe Macri ?

Eric Toussaint (ET) : La politique mise en œuvre depuis l'installation, en décembre 2015, du gouvernement de Mauricio Macri a conduit à une situation critique. Il a réduit les recettes fiscales en baissant fortement les impôts des exportateurs ; il a augmenté considérablement les dépenses liées au remboursement de la dette – qui est 100 % plus élevé en 2018 qu'en 2017. Le pays est à court de dollars. Les réserves de devises ont diminué de 8 milliards de dollars au cours des premiers mois de cette année. Macri a besoin de ce prêt du FMI pour continuer à rembourser la dette. Les bailleurs internationaux privés exigent un tel emprunt comme condition pour continuer à prêter à l'Argentine. Une partie très importante du prêt du FMI servira directement à rembourser les créanciers étrangers en dollars.

Q : En regard de l'histoire argentine des années 1990, il s'agit cependant d'un mécanisme qui signifie jouer avec le feu...

ET : Oui, sûrement. Mais j'aimerais examiner un peu plus en profondeur le cadre qui détermine cette demande au FMI...



(\*) El blindaje incluyó préstamos por otros US\$24.000 millones por parte de otros organismos internacionales

Source : La Nación

Q : Allez-y...

ET : Cela exprime l'échec total de la politique gouvernementale. Avec un peso rapidement dévalué ; avec le taux d'intérêt dicté par la Banque centrale de la République argentine qui atteint 40% ; avec la réduction de 8 milliards de dollars de réserves internationales qui continuent de baisser. Et avec le service de la dette qui augmente de 100 % par rapport à 2017. Face à un tableau d'une telle nature, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un échec total. Macri prétendait qu'en payant la dette - entre la fin de 2015 et le début de 2016- et en indemnisant les fonds vautours en application de la décision du juge Thomas Griesa (voir <http://www.cadtm.org/Argentine-Macri-caresse-les>), il assurerait un niveau élevé de croissance et une dette viable... Il s'est mis à genou devant les fonds vautour (voir <http://www.cadtm.org/L-Argentine-Le-gros-lot-pour-les> et <http://www.cadtm.org/Refusons-l-accord-en-passe-d-etre>). Mais les faits ont confirmé que cette vision ne fonctionnait pas. La dette a augmenté à un rythme vertigineux - impressionnant par la rapidité de l'augmentation -, suscitant l'incapacité de convaincre les créanciers que l'Argentine pourrait la rembourser à l'avenir. C'est pour cette raison que Macri sollicite ce crédit de 50 milliards de dollars. Il faut se rappeler que, lorsque la Grèce a reçu, en 2010, 30 milliards de dollars du FMI, dans le contexte d'une situation dramatique, c'était un montant record !

Q : Certains analystes disent qu'avec ce crédit, le président Macri essaie d'obtenir de l'oxygène pour arriver dans une position confortable aux élections d'octobre 2019...

ET : Je ne voudrais pas me lancer dans la spéculation politique à distance. Je préfère me référer aux faits. J'ai lu le contenu de l'accord signé avec le FMI. La très forte réduction des prestations sociales en général et des salaires dans la fonction publique est imposée par le FMI, les investissements publics vont être quasiment supprimés, cela conduira à une dépression économique. Le remboursement de la dette augmentera et les intérêts exigés

par le FMI sont élevés. Pour pouvoir rembourser la dette, le gouvernement augmentera les impôts et les taxes imposés au peuple tout en continuant à faire des cadeaux discaux aux capitalistes. Le gouvernement accélèrera la tendance à exporter sur le marché mondial un maximum de produits agricoles et de matières premières en renforçant le modèle extractiviste-exportateur. La politique dictée par le FMI va entraîner le pays dans une crise économique et sociale encore plus grave que celle qu'il a connue avant d'obtenir ce crédit. Revenons à votre question. Il est très probable que, politiquement, Macri prétendra que ce qu'il fait n'est pas son projet, mais ce que le FMI exige de lui...

Q : J'aimerais insister sur une réflexion qui nous ramène à un passé pas si lointain. La décennie de l'endettement - et le rôle du FMI - dans les années 1990 qui a finalement conduit à l'explosion sociale de 2001. L'histoire peut-elle se répéter sans tomber dans la tragédie ?

ET : Nous voyons une répétition de l'histoire dans un pays qui est un payeur en série de la dette. Elle commence avec la dette illégitime et odieuse héritée de la dictature militaire des années 1970. Le soutien du FMI fut essentiel pour le maintien de cette dictature jusqu'au début des années 1980. Le cercle vicieux des dettes illégitimes s'est poursuivi dans les années 90 avec le président Carlos Menem et ensuite Fernando De la Rúa, qui ont suivi tous les deux les recommandations du FMI, donnant lieu à la grande crise sociale de la fin 2001. Le président Rodríguez Saá, dans ses quelques jours en tant que président à la fin de 2001, annonça la suspension du paiement de la dette pour calmer la colère populaire. Cette dernière a été restructurée en 2005, puis re-négociée avec les créanciers qui n'avaient pas participé à l'époque ce qui avait provoqué une crise dans le gouvernement et de très fortes critiques dans le camp populaire (voir la partie concernant l'argentine dans <http://www.cadtm.org/Restructuration-audit-suspension>). L'ex ministre Roberto Lavagna qui avait négocié la restructuration de 2005, s'était opposé à la reprise des négociations avec les créanciers outsiders. Les autorités argentines n'ont jamais voulu faire ce que l'Équateur a fait en 2007-2008 : réaliser un audit, avec la participation des citoyens, qui aurait pu décider de la partie odieuse et illégitime de la dette (voir : <http://www.cadtm.org/Defendre-la-souverainete-nationale> et <http://www.cadtm.org/Les-fonds-vautours-sont-une-avant>). Cela a créé des frustrations dans le camp populaire face à l'incohérence du discours en faveur de la souveraineté nationale affirmée par le gouvernement de Cristina Fernandez et explique même, en partie, la victoire électorale de Macri en 2015.



Q : Un processus de plusieurs décennies au cours desquelles la dette illégitime conditionne les politiques gouvernementales sans jamais parvenir à des solutions structurelles...

ET : Oui. Et qui a conduit aujourd'hui à ce nouveau méga-prêt du FMI qui, dès maintenant, peut être classé dans la catégorie des dettes odieuses et illégitimes. Une dette odieuse, c'est une dette contractée contre l'intérêt du peuple et alors que les créanciers savent qu'elle est illégitime. Nous assistons donc à l'accumulation d'une nouvelle dette illégitime et odieuse.

Q : Qu'en est-il des perspectives à l'horizon ?

ET : J'ai déjà parlé de l'aggravation de la crise économique et sociale. J'espère que se développera une vive réaction populaire dans les mois à venir et qu'il ne faudra pas longtemps pour que les forces populaires convergent dans leur énergie pour s'opposer encore plus vigoureusement au gouvernement Macri et aux impositions du FMI et d'autres créanciers internationaux.

*Traduction Rosemarie Fournier.*

Cette version de l'interview a été revue et complétée par Eric Toussaint après sa publication en espagnol :  
<http://www.cadtm.org/En-el-horizonte-una-crisis-economica-y-social-aun-mas-aguda-que-la-actual>eric

Source de la photo A la Une : [eleconomista.com](http://eleconomista.com)

La source originale de cet article est [CADTM](http://www.cadtm.org)

Copyright © [Eric Toussaint](http://www.cadtm.org) et [Sergio Ferrari](http://www.cadtm.org), [CADTM](http://www.cadtm.org), 2018

Articles Par : [Eric Toussaint](http://www.cadtm.org) et  
[Sergio Ferrari](http://www.cadtm.org)

### A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible, Syllepse, 2000, Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation, Les liens qui libèrent, 2017 ; Bancocratie, ADEN, Bruxelles, 2014 ; Procès d'un homme exemplaire, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie, Aden/CADTM, Bruxelles,

2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)